

L'Union européenne, qui se veut pourtant à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique, peine à prendre des mesures fortes en faveur du climat. Trois ans après l'adoption de l'accord de Paris, l'UE voit ses émissions de GES augmenter de + 1,8% en 2018, dans la foulée de trois années de hausse continue, et après 15 ans de diminution (- 23,6% entre 1990 et 2015). Une croissance très inquiétante attribuée principalement aux transports et qui met fin aux espoirs d'avoir atteint un pic avant 2020. Les négociations sur le paquet « énergie » patinent, la réforme du marché carbone (ETS) est au point mort alors que le prix de la tonne de CO₂ s'est effondré depuis 2010, les Européens ne réussissent pas à se mettre d'accord sur une réforme qui soutient la mise en œuvre du principe pollueur-payeur en Europe et enclenche la sortie des énergies fossiles. Il faut dire que l'Europe traverse une crise politique majeure qui impacte tous les secteurs d'activité et freine la mise en œuvre des engagements pris en 2015. En 2018, ces engagements ne sont pas à la hauteur du défi climatique. La réévaluation des objectifs climatiques et énergétiques européens a été au cœur des discussions en cours entre les Etats membres et le Parlement européen jusqu'à la veille de la COP24 à Katowice. Mais aucun accord n'a été trouvé pour coordonner leurs efforts de manière juste et efficace. Or, c'est ce qui définira le cadre de la transition en Europe pour les 10 prochaines années.

Plusieurs signes sont très inquiétants :

- la Commission européenne, qui s'engageait dans un paquet climat-énergie à 2030, vient de proposer pour discussion une feuille de route à 2050, alors qu'une révision à la hausse des contributions nationales est attendue d'ici à 2020 dans le cadre de l'Accord de Paris ;
- la France vient de réviser sa Stratégie nationale bas-carbone et sa Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et reporte au-delà de 2025 l'objectif de réduction à 50 % de la part du nucléaire et l'objectif de neutralité carbone à 2050 ;
- la neutralité carbone promise pour 2050 est l'objet de débats de plus en plus clivant au sein de l'UE et la combustion fossile repart à la hausse avec une augmentation des émissions de CO₂.

L'une des plus mauvaise élève du continent, la France a brillé par son absence en Pologne. De nombreuses discussions de couloirs de la COP se sont focalisées sur la crise des gilets jaunes et la France a fait figure de contre-exemple pour son incapacité à mettre en œuvre une transition juste. La crédibilité française sur l'agenda climatique s'érode également du fait de ses mauvais résultats nationaux, avec des émissions en hausse (+ 3,2 % d'émission de GES en 2018 par rapport à 2017) et des objectifs en baisse. La France reste bien en dessous des objectifs qu'elle s'était fixée pour l'Accord de Paris (réduire de 40 % ses émissions de CO₂ de 40 % d'ici à 2030, comme l'UE) et risque de rater l'enjeu climatique. Jusqu'à maintenant, Emmanuel Macron manque à ses responsabilités, à savoir placer l'enjeu climatique au cœur d'un véritable projet de société.

Dans le même temps, des débats, des marches, des actions médiatiques et concrètes ont lieu partout en Europe pour aller plus vite ! Des engagements sont pris et des politiques sont mises en place à une échelle plus proche des citoyens avec des plans climats territoriaux très ambitieux, des collectivités et des territoires à énergie positive (ou 100%EnR) et des acteurs non étatiques locaux et des ONGs internationales vigilantes qui appellent à un sursaut.

Les citoyens européens sont prêts à atteindre le 100% renouvelables pour son approvisionnement électrique et à relever le défi climatique. Ils demandent aux gouvernements des vraies solutions d'accompagnement et de lutte contre les changements climatiques pour s'engager dans une transition énergétique et écologique digne de ce nom. L'UE aura une lourde responsabilité dans ses choix à très court terme si elle rate le coche.

Les principales mesures climatiques que l'Europe doit prendre :

- Plan d'investissements de la transition énergétique avec meilleure efficacité énergétique ; sobriété, sécurité et diversification du mix énergétique vers le renouvelable ;
- Plan de sortie des énergies fossiles avant 2050 ;
- Plan de fermeture des centrales thermiques et arrêt du financement des industries du charbon (via les banques) ;
- Rénovation énergétique des bâtiments ;
- Politique fiscale transparente (taxe carbone qui soit un véritable crédit carbone pour réduire le fossile et financer des solutions concrètes alternatives au transport routier individuel (villes bas carbone, etc.) ;
- Plan nutrition- santé avec réduction des protéines d'origine animale, stop à l'agriculture intensive, aux pesticides ;
- Justice sociale internationale (taxe européenne sur les transactions financières pour plus de solidarité climat vers les pays vulnérables) ;
- Renoncer à l'utilisation des puits de carbone pour compenser ses émissions domestiques ;
- Défendre le principe pollueur-payeur (renforcer le prix du carbone en Europe) .